

SOS PLANÈTE !

MENACES ET RÉPONSES LIÉES À L'IMPACT DU RÉCHAUFFEMENT PLANÉTAIRE SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Avant-propos

« Je suis vraiment heureux qu'un document de cette nature soit rendu public, étant donné l'importance énorme du changement climatique et de ses effets sur toutes les formes de vie de cette planète. La nécessité d'informer le public sur la gravité des effets du changement climatique n'a jamais été aussi pressante. Il convient de noter particulièrement que ce document est publié lors d'une manifestation bénéficiant de la présence et du soutien d'un grand nombre d'ONG impliquées essentiellement dans les activités de développement. Les changements climatiques exigent une compréhension totale des conséquences sur le développement, c'est pourquoi le présent document revêt une grande importance, puisque sa lecture permettra de définir comment les politiques et les mesures de développement devraient et doivent impérativement refléter la réalité des changements climatiques actuels et les perspectives de changement climatique à l'avenir.

L'un des sujets d'inquiétude les plus notables est le lien qui existe entre les changements climatiques et la prédominance de la pauvreté dans le monde. Comme c'est indiqué clairement dans le Troisième rapport d'évaluation publié par l'IPCC, « Les effets de l'évolution climatique retomberont d'une manière disproportionnée sur les pays en développement et les pauvres vivant dans tous les pays, en exacerbant les inégalités concernant l'état de santé et l'accès à une nourriture adéquate, une eau propre et d'autres ressources ». Citons l'exemple de la situation critique des fermiers pauvres dans les régions tropicales et sous-tropicales du monde. Un grand nombre d'entre eux dépendent des cultures alimentées par les eaux pluviales et sont à peine capables d'atteindre un minimum vital d'existence. Les variations dans les niveaux de précipitation, la dégradation de la qualité des sols et la fréquence des conditions météorologiques extrêmes pourraient rendre le sort de ces fermiers pauvres bien plus difficile qu'actuellement.

Les changements climatiques auraient également un impact considérable sur la disponibilité de l'eau dans plusieurs régions du monde. Ce serait le résultat de la fonte des glaciers, d'une part, et la modification des modèles de précipitation, d'autre part. Dans les régions, où l'agriculture dépend entièrement des pluies, la réduction des niveaux de précipitation ne ferait qu'aggraver les conditions, qui sont déjà de plus en plus difficiles pour trouver l'eau destinée à l'agriculture et la consommation humaine. Le déclin de la production agricole dans les zones qui dépendent de l'irrigation des eaux pluviales entraînerait un problème grave de sécurité alimentaire. Non seulement la baisse des rendements affecterait la consommation humaine et l'alimentation de la population dépendant de ce type d'agriculture, mais la réduction consécutive des niveaux salariaux limiterait également l'aptitude des gens à acheter de la nourriture sur le marché. Les effets des changements climatiques sur la santé humaine sont également bien documentés. Par exemple, l'Organisation mondiale de la santé a étudié ce

problème en profondeur au cours des dernières années. Le Troisième rapport d'évaluation (TAR) de l'IPCC relève également les effets nocifs des changements climatiques sur la santé humaine et le Quatrième rapport d'évaluation devrait contenir des connaissances et des témoignages de plus en plus nombreux dans ce domaine dès maintenant.

Tous ces effets de changement climatique ont un impact direct sur le développement, en particulier pour les couches les plus pauvres de la société humaine. Par conséquent, on constate avec encouragement que les organisations impliquées dans les activités de développement adoptent une vue d'ensemble des changements climatiques et des liens avec les stratégies de développement. Étant donné que l'inertie des changements climatiques aura un impact pendant plusieurs siècles, quelles que soient les mesures d'atténuation que la communauté mondiale sera capable d'organiser dans un avenir proche, l'adaptation aux changements climatiques devrait être intégrée aux activités de développement, surtout chez les personnes les plus vulnérables. C'est pourquoi, nous devons impérativement comprendre le défi considérable que les effets du changement climatique posent à la planification du développement. Il est peu probable que les activités de développement pourront être « à l'épreuve du climat ». Mais il est certain que l'intégration des effets de l'évolution climatique dans les stratégies de développement, sous la forme de mesures d'adaptation, peut réduire au minimum le coût de ces impacts et faire en sorte que les personnes vulnérables puissent être capables d'améliorer leurs moyens d'existence en appliquant les connaissances et en faisant preuve de prévoyance dans ce domaine. »

R K Pachauri, Ph.D

Président du Groupe intergouvernemental pour l'étude du changement climatique (IPCC)

Directeur général du TERI (L'institut de l'énergie et des ressources)

Résumé et recommandations

Ce rapport représente un regroupement sans précédent des principales organisations de l'environnement et du développement, qui travaillent depuis plusieurs décennies avec les communautés pauvres du monde entier. Nous craignons que le réchauffement de la planète menace la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire (ODM) et qu'il inverse même les résultats obtenus en matière de développement humain. Ce rapport exprime notre inquiétude collective et appelle les gouvernements à prendre des mesures urgentes.

- Le réchauffement de la planète est une réalité. L'impact du réchauffement planétaire est plus ressenti par les populations pauvres du monde, comme cela apparaît clairement dans nos études de cas nombreuses. La production de nourriture, les ressources en eau, la santé publique et les sources de revenu des gens subissent des effets nuisibles et s'amoiennent. Le réchauffement de la planète menace de faire régresser les progrès de

l'humanité et de rendre irréalisables les ODM concernant la réduction de la pauvreté.

- Pour qu'il ne devienne pas incontrôlable - par exemple avec une augmentation des températures moyennes mondiales supérieures à 2 °C au-dessus des niveaux pré-industriels – il est impératif que les pays industrialisés réduisent les émissions de polluants à effet de serre de 60 à 80 pour cent (par rapport aux niveaux de 1990) en milieu de siècle, bien au-delà des objectifs fixés par le Protocole de Kyoto. Une solution réellement mondiale est également inévitable pour arrêter les changements climatiques dangereux. Elle devra être équitable et basée sur l'égalité des hommes.
- Outre les nouvelles ressources nécessaires à la mobilisation des efforts pour arrêter le réchauffement de la planète, les pays en développement ont besoin de beaucoup plus d'argent, ainsi que d'autres ressources, pour s'adapter aux changements climatiques déjà présents et au réchauffement faisant déjà partie du climat terrestre, au cours des prochaines décennies.
- Face au réchauffement de la planète, de nouveaux modèles de développement et de conservation de la nature *à l'épreuve du climat* et *sans danger pour le climat* seront nécessaires. En 2002, le Rapport de la Croix-Rouge sur les catastrophes dans le monde demandait qu'un nouveau modèle de développement soit établi pour répondre aux difficultés du réchauffement climatique, avec une méthode proactive d'évaluation, de classement par priorité et de réduction des risques. Chaque décision stratégique devra passer un test à tous les niveaux pour déterminer si elle augmentera ou diminuera la vulnérabilité aux effets du changement climatique. À partir de maintenant, il faut que les planificateurs considèrent toutes les décisions de développement en pointant l'objectif sur la réduction des risques. Les communautés à risque doivent être placées impérativement au centre de ce processus de planification pour qu'il réussisse.
- En plus des mesures ci-dessus, les gouvernements doivent également faciliter les démarches communautaires au niveau local pour réduire les dégâts provoqués par les épisodes météorologiques extrêmes, comme ceux décrits dans le présent rapport. D'après notre expérience, ces exemples pratiques – les banques de graines, l'aménagement des ressources en eau, les secours en cas de catastrophe, la lutte contre les tempêtes et les inondations, et la conservation des forêts et d'autres écosystèmes – représentent des moyens efficaces d'adaptation pour les communautés menacées
- Si les petits projets d'énergie renouvelable, encouragés par les gouvernements et les groupes communautaires, sont reproduits et amplifiés, ils pourront contribuer à lutter contre la pauvreté et à réduire les changements climatiques. Cela nécessite un engagement politique, de nouveaux fonds fournis par les gouvernements dans tous les pays, et un énorme changement des priorités énoncées par la Banque mondiale et d'autres organismes de développement.
- Sous l'initiative des gouvernements de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), les principaux consommateurs de combustibles fossiles doivent réduire considérablement et réellement les

émissions de polluants à effets de serre. Les nouveaux modèles de développement possibles et nécessaires doivent être appliqués dans les pays développés comme dans les pays moins développés.

- La pauvreté provoque l'insécurité et la vulnérabilité, elle réduit l'aptitude des gens à se battre et à s'adapter. De nos jours, l'humanité est confrontée à un entrelacement de difficultés, constituées par les niveaux de pauvreté monstrueux et le réchauffement rapide du climat mondial. Le monde doit respecter ses engagements à réaliser les ODM et à s'attaquer aux changements climatiques. Les deux sont inextricablement liés.

Les émissions de polluants à effets de serre actuelles et anciennes, causées par les pays riches industrialisés, ont largement dépassé leur pourcentage par tête. Bien que les populations et les pays pauvres soient les moins responsables des changements climatiques, ce sont eux les plus affectés par les conséquences, en raison de leur vulnérabilité. Les pays riches doivent prendre l'initiative en matière d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation, et doivent assumer une part équitable des coûts associés.

Comme le reste de l'humanité, la communauté de l'environnement et du développement se voit confrontée à trois difficultés superposées :

- 1) Comment arrêter et inverser la progression du réchauffement planétaire ?
- 2) Comment vivre avec le degré de réchauffement climatique impossible à arrêter ?
- 3) Comment concevoir un nouveau modèle d'évolution et de développement de l'humanité à l'épreuve du climat et sans danger pour le climat, en donnant à chacun une part équitable des ressources naturelles, dont nous avons tous besoin ?

Nous suggérons les priorités urgentes suivantes :

- Une évaluation mondiale des risques concernant les coûts probables d'adaptation aux changements climatiques dans les pays pauvres
- De nouveaux fonds proportionnés et d'autres ressources, fournis par les pays industrialisés pour l'adaptation des pays pauvres, sans oublier que les subventions des pays riches accordées à leurs industries domestiques de combustibles fossiles s'élevaient à 73 milliards \$ par an à la fin des années 1990
- Des dispositions efficaces pour répondre à la charge de plus en plus importante des secours en cas de catastrophe climatique
- Des modèles de développement basés sur la réduction des risques, qui comportent des stratégies de prise en charge communautaire en matière d'adaptation et de préparation aux catastrophes
- Des campagnes de sensibilisation aux catastrophes avec une documentation produite au niveau communautaire et lisible dans les langues et dialectes locaux
- Des plans coordonnés, du niveau local au niveau international, pour la relocalisation des communautés menacées, avec des ressources politiques, légales et financières appropriées

En plus de ces mesures, nous concrétiserons les points suivants, en tant qu'organisations s'efforçant d'améliorer le bien-être des humains confrontés à d'énormes difficultés :

- Travailler pour acquérir une compréhension collective de la menace,
- Partager le meilleur de nos connaissances sur la manière d'établir la résistance des humains et des écosystèmes et de vivre avec le degré de réchauffement planétaire qui est désormais inévitable,
- Faire tout ce qui est en notre pouvoir pour arrêter les changements climatiques dangereux et contribuer à l'élaboration d'une solution mondiale juste qui repose sur l'égalité des hommes.

SOS planète : développement de l'humanité et changements climatiques

Le réchauffement planétaire est une réalité. Ses effets sont déjà principalement ressentis par les plus vulnérables – les gens et les pays les plus pauvres du monde. Sans les mesures urgentes et radicales nécessaires, prises par les gouvernements, une grande partie des gains obtenus dans le développement de l'humanité est désormais menacée et risque de régresser. Par ailleurs, les chances de réalisation des ODM en 2015 seront sérieusement réduites, à savoir l'engagement minimum du monde à éradiquer les pires situations de pauvreté mondiale, famine, mauvaise santé et maladie.

D'après le Troisième rapport d'évaluation du IPCC, la température moyenne mondiale en surface a augmenté d'environ 0,6 °C au 20^{ème} siècle. Le groupe déclare que : « De nouveaux éléments probants indiquent que la plus grande partie du réchauffement observé au cours des 50 dernières années, est imputable aux activités humaines. » Ils concluent également que la consommation des combustibles fossiles est la principale responsable. Les modèles climatiques de l'IPCC prévoient que la température moyenne mondiale en surface augmentera de 1,4° à 5,8°C en 2100, essentiellement selon l'importance de la consommation des combustibles fossiles. Le taux ou la rapidité de changement prévue est probablement sans précédent au cours des 10 000 dernières années au minimum.

Les choses pourraient empirer. Les travaux effectués par le Hadley Centre britannique, comportant les fameux mécanismes de feedback environnemental, ex. la mort des forêts, suggèrent que : "L'augmentation de la surface moyenne mondiale en surface relevée entre 2000 et 2100 est supérieure d'environ 3 °C... par rapport aux estimations précédentes."

Plus de 180 nations, dont les États-Unis, l'Australie et la Russie ont signé et ratifié la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques en 1992 (UNFCCC). En vertu de l'Article 2 de la Convention, ils se sont engagés à : *"Réaliser la stabilisation des concentrations de polluants à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêcherait une interférence anthropogène dangereuse avec le système climatique."* L'article stipule que *"ces niveaux devraient être atteints dans des délais suffisants pour permettre aux écosystèmes de s'adapter naturellement...pour faire en sorte que la production alimentaire ne soit pas menacée..."*. D'après les prévisions actuelles, il est peu probable que cet objectif sera atteint.

Les émissions passées et actuelles signifient qu'une augmentation de température de 1–1,5 °C est inévitable. Pourtant, les 0,6 degrés qui existent déjà ont un impact sévère sur les écosystèmes mondiaux et particulièrement sur les populations pauvres. Pour éviter les effets les plus graves du réchauffement de la planète et du changement climatique, nous devons veiller à ce que la température moyenne mondiale soit limitée à une augmentation de 2 °C au-dessus des niveaux pré-industriels, comme convenu par le gouvernement britannique lors des conclusions du Conseil européen en mai 2003.

D'après l'IPCC, les augmentations de température supérieures à 2 degrés C risquent d'entraîner une réduction des rendements agricoles dans la plupart des régions tropicales, sous-tropicales et de latitude moyenne. « Certains écosystèmes seront irrémédiablement endommagés ou perdus ». Cela entraînera sans aucun doute beaucoup plus d'inondations dans les zones basses, un déclin de la production alimentaire, une augmentation des maladies et l'extinction des plantes, des animaux et d'écosystèmes entiers. On craint également que les augmentations de température au-delà de 2 °C provoquent un emballement éventuel du réchauffement planétaire et que les augmentations de température à ce niveau compromettent déjà le principe de précaution. Si on n'agit pas radicalement et rapidement pour diminuer la consommation de carbone, la possibilité de limiter l'augmentation de température à 2°C risque de disparaître au cours des vingt prochaines années.

Rendre le développement à l'épreuve du climat et sans danger pour le climat

D'après le « principe de précaution » convenu par la communauté internationale et le bon sens absolu, il faut maintenir la concentration des polluants à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau inférieur à celui qui entraînerait une augmentation de 2 °C. En attendant, le réchauffement de la planète a déjà des effets désastreux sur les populations et les écosystèmes à travers le monde.

Le type de dévastation causé par l'ouragan Mitch, qui a frappé l'Amérique centrale en 1998 ou les inondations récentes au Bangladesh et en Inde, montrent que les nombreux résultats, acquis durement et lentement en matière de développement humain au cours des dernières décennies, sont gravement menacés. À certains endroits, ils pourraient disparaître en quelques heures. L'expérience sur le terrain, acquise par un grand nombre d'entre nous concernant le développement international, indique que les communautés avec lesquelles nous travaillons sont déjà nombreuses à lutter contre des conditions météorologiques extrêmes – sécheresses, inondations, et typhons. Ces personnes doivent s'adapter maintenant. De même, les espèces, les habitats et les systèmes, dont l'évolution s'est déroulée sur plusieurs ères géologiques, courent un risque d'extinction ou de perturbations sévères dans notre siècle.

Il est évident pour nous tous qu'à partir de maintenant, nos propres projets et politiques seront soumis au test critique suivant : est-ce que nous augmentons ou diminuons la vulnérabilité de l'humanité face au réchauffement de la planète ? Nous pensons que ce test ne concerne pas seulement les groupes directement engagés dans les travaux d'environnement et de développement. Maintenant, il doit également s'appliquer aux gouvernements, aux institutions

financières, au secteur privé et aux individus à tous les endroits. De plus en plus, toutes nos actions devront être à l'épreuve du climat et sans danger pour le climat.

Le nouveau type de vulnérabilité

Globalement, plusieurs tendances environnementales, économiques et politiques coïncident et contribuent à une instabilité croissante, qui expose les populations et la biodiversité à des risques plus importants que jamais. Sans un nouveau programme explicitement concentré sur la réduction de cette vulnérabilité, nous pourrions faire face à une régression sérieuse des progrès de l'humanité.

Dans le marché mondial, l'élimination progressive des contrôles sur les mouvements financiers et la circulation des marchandises a introduit une nouvelle ère de volatilité économique. Des prix faibles et instables détruisent les revenus et la capacité des pays pauvres ayant besoin de marchandises à investir dans le développement, alors qu'ils sont déjà limités par le poids de la dette et des politiques d'ajustement structurel. La volatilité financière anéantit les sources de revenu de millions de personnes. Maintenant, nous sommes obligés de réexaminer la manière dont le monde fonctionne en raison du réchauffement planétaire et de sa cause principale, la vitesse à laquelle l'humanité consomme les combustibles fossiles. Des questions fondamentales se posent sur l'éventualité et la manière de réaliser le développement de l'humanité, sur la manière dont l'économie mondiale peut fonctionner en respectant les limites écologiques du système de survie de la planète, et sur les obligations existant entre les riches et les pauvres, à l'intérieur des pays et entre les pays.

En plus de ces augmentations de température, le réchauffement de la planète provoque des conditions météorologiques plus violentes : pluies plus abondantes, longues périodes de sécheresse, tempêtes plus fortes et plus violentes, incendies plus nombreux et propagation des maladies tropicales. Aucun de ces effets ne s'arrête aux frontières.

Les prétendues catastrophes hydrométéorologiques causées par le réchauffement de la planète – inondations, tempêtes et sécheresses – présentent le danger direct le plus important pour les établissements humains. Les inondations et les glissements de terrain alimentés par des précipitations plus importantes et l'élévation du niveau de la mer dans les zones côtières deviendront de plus en plus courants. Comme les niveaux maritimes devraient monter de presque un mètre dans le siècle à venir, l'avenir est sombre pour les zones très peuplées des terres basses, comme le Sud du Bangladesh, le delta du Nil, certaines régions à l'est de la Chine et de nombreuses îles dans les atolls du Pacifique Sud et de l'Océan indien. C'est également le cas des longues étendues côtières d'Afrique de l'Ouest, entre le Sénégal et l'Angola, d'Amérique du Sud, entre le Venezuela et le Récif du Brésil, presque l'intégralité du littoral maritime américain et la plupart des côtes d'Indonésie et du Pakistan. Dans certaines zones particulièrement vulnérables, comme le Pacifique Sud, le nombre de personnes affectées par les catastrophes a été multiplié par 65 au cours des 30 dernières années.

Les tempêtes, les inondations, la sécheresse, les vagues de chaleur et la pollution atmosphérique causée par les incendies de forêt ont désormais atteint une dimension régionale. Durant les années 90 et au début du 21^{ème} siècle, ces effets étaient nombreux à remplir nos écrans de télévision. En Amérique centrale, l'ouragan Mitch a détruit une grande partie de l'infrastructure du Honduras et dévasté certaines parties du Nicaragua, du Guatemala, du Belize et d'El Salvador. En Asie, des inondations graves ont affecté le Népal, l'Inde, la Chine, le Vietnam, le Cambodge et le Bangladesh. En été 2004, les deux-tiers du Bangladesh, ainsi qu'une grande partie de Assam et Bihar en Inde, étaient sous les eaux, en touchant plus de 50 millions de gens et des dizaines de milliers de personnes souffrant de diarrhée car les eaux d'égout se sont mélangées aux crues. Une inondation dévastatrice de cette envergure s'est produite il y a seulement six ans, en 1998. La principale récolte de riz de la mousson a été gravement endommagée et quelque 20 millions de personnes risquent d'avoir besoin d'une assistance alimentaire pendant une bonne partie de l'année à venir.

La sécheresse et les chutes de pluie erratiques ont provoqué des crises alimentaires dans la majeure partie des pays d'Afrique septentrionale, en Ethiopie et dans l'Erythrée. L'injustice économique – les prix mondiaux historiquement faibles du café – s'est ajoutée à la sécheresse en produisant une crise pour les petits exploitants, les ouvriers agricoles et leurs familles.

La vitesse des changements climatiques, l'impact de l'augmentation des niveaux maritimes et d'autres changements associés sont difficiles à quantifier. Il existe également des scénarios 'catastrophes' graves, pendant lesquels des changements brusques se produisent en s'alimentant mutuellement. Il y a aussi un changement de climat radical. Bien que les conséquences finales sur les vies humaines et les moyens d'existence ne puissent pas être quantifiées avec précision, elles imposeront un fardeau beaucoup plus lourd aux pauvres qu'aux riches. L'Initiative financière du Programme pour l'environnement des Nations-Unies (UNEP) a calculé récemment que les coûts économiques du réchauffement de la planète doublent tous les dix ans.

La totalité des ODM est menacée et pas seulement la réduction de moitié des gens affamés, prévue pour 2015. La propagation imprévisible des maladies, la destruction des biens et la contamination des ressources en eau, qui vont de pair avec un réchauffement de l'atmosphère volatile, nuiront aux réductions ambitieuses concernant la mortalité liée aux enfants et à la maternité. La réalisation de l'enseignement primaire universel sera compromise. Le temps passé à trouver de l'eau (souvent insalubre) est déjà une raison majeure qui explique que les filles en particulier ne vont pas à l'école. Les difficultés dues à la pauvreté, qui empêchent les enfants d'aller à l'école, seront aggravées par le réchauffement planétaire. Le nombre de réfugiés écologiques et de personnes déplacées va encore augmenter.

De même, les effets sur les systèmes biologiques naturels, dont dépend un grand nombre de populations pauvres, sont potentiellement catastrophiques. Non seulement beaucoup de personnes ont besoin des systèmes biologiques pour leur existence quotidienne, mais ceux-ci peuvent également être une source de revenu important. De nombreux pays pauvres dépendent largement de leurs parcs naturels et de leurs réserves nationales pour obtenir des devises.

Tandis que les changements climatiques plongent le monde dans des conditions météorologiques plus violentes, un nombre de personnes de plus en plus élevé sera exposé à des catastrophes récurrentes pendant leur vie. Les investissements effectués dans le développement sont voués à l'échec, s'ils sont détruits par des événements météorologiques extrêmes. Les plans de développement et les investissements doivent être conçus en tenant compte des dangers 'non'-naturels croissants et des difficultés posées par ce nouveau type de vulnérabilité.

Changement climatique en Afrique : sécheresse dans le Nord-Ouest du Kenya

L'Afrique connaît déjà un climat extrêmement variable et imprévisible. Le réchauffement de la planète ne fait qu'empirer les choses. Dans le Sahel, les pluies annuelles ont diminué de 25 pour cent en moyenne au cours des 30 dernières années – ce qui correspond aux modèles de changement climatique. Ce phénomène est particulièrement apparent dans la région de Turkana au nord-ouest du Kenya, où l'un des territoires les plus inhospitaliers s'étend sur 3,600 kilomètres.

Néanmoins, la tribu de Turkana vivant à cet endroit est composée de gardiens de troupeau nomades, dont le mode de vie est bien adapté à la rudesse de ce pays. Ils sont habiles et capables de saisir toute occasion qui se présente. En déplacement constant, ils recherchent les quelques trous d'eau et pâturages existants pour faire paître leurs troupeaux, chameaux, ânes, moutons ou chèvres pendant les neuf longs mois de sécheresse poussiéreuse qui sépare une saison des pluies de la suivante. La saison des pluies, ou « akiporo », peut arriver à n'importe quel moment entre mars et juin.

Mais depuis de nombreuses années, l'akiporo ne suffit plus à régénérer complètement les pâturages et à remplir les trous d'eau. Anna Nangolol (sur la photo) vit sur les rives de ce qui était jadis une grande rivière (dont son nom est dérivé – Nangolol signifie né près d'une rivière), qui n'a pas vu une goutte d'eau, dit-elle, depuis environ un an, au mois d'avril. Elle constate que la sécheresse actuelle est la même que celle de 1999 rebaptisée : 'Kichutanak', avec la signification que 'tout a été balayé, même les animaux sauvages'.

« Cette sécheresse est terrible » explique Anna. « Les anciennes sécheresses étaient courtes avant la venue des pluies. Celle-ci semble s'éterniser, nos chèvres et nos troupeaux ne se reproduisent pas. Même si les pluies finissent enfin par arriver, il faudra attendre très longtemps avant de récupérer l'intégralité de nos animaux. »

La sévérité de la sécheresse actuellement perçue par Anna Nangolol est soutenue par les statistiques. Des sécheresses plus longues se produisent plus fréquemment. Au cours des 40 dernières années, il y a eu cinq sécheresses importantes au Turkana. Les pluies étaient sporadiques et irrégulières en 1960 – l'année intitulée « Namotor », qui signifie os exposés/émaciés. En 1970, c'était l'année « Kimududu », se rapportant au fléau qui a décimé les humains et le bétail. Là encore, elle a duré seulement jusqu'à la saison des pluies suivante. Neuf ans plus tard, la sécheresse de 1979-80 s'est étalée sur deux ans. Elle portait le nom de « Lopiar », qui signifie tout balayer / emporter.

Ensuite, douze ans ont passé avant la longue sécheresse qui a duré quatre ans de 1992 à 95, désignée par le terme « Longuensil », qui signifie 'quand l'homme sans jambes d'Oxfam est arrivé', en référence au handicap d'un membre du personnel d'Oxfam. Puis, il a fallu attendre quatre ans avant la sécheresse actuelle, Kichutanak, qui a commencé en 1999 – et dure toujours.

Le mode de vie nomade du Turkana s'est développé sur plusieurs siècles et il est suffisamment flexible pour que les gens survivent une saison des pluies médiocre en utilisant une partie de leur réserve de bétail et en attendant que les pluies de l'année suivante permettent de remonter leur stock. Ce mode de vie superbement équilibré et bien adapté connaît une période très difficile. À la fin de 1999, les organismes d'aide internationaux fournissaient une aide alimentaire d'urgence à 1,7 millions de personnes dans 21 districts du Kenya. En été 2004, ce nombre est passé à 2,2 millions de personnes et d'après les prévisions, 3,3 millions de personnes auront besoin de nourriture, si les petites pluies tombant d'octobre à décembre 2004 sont aussi désastreuses que les pluies précédentes.

Les nomades du Turkana perdent leur vie et leur mode de vie à cause de la consommation extravagante de combustibles fossiles des autres. Il faut tout faire pour réduire les émissions et arrêter l'augmentation des températures dans le monde. Le Nord a également la responsabilité de fournir les fonds nécessaires à une aide humanitaire immédiate, continue et suffisante pour que le peuple du Turkana existe toujours quand les pluies finiront par se manifester.

(Source : Oxfam)

Réchauffement : menaces et réponses liées aux changements climatiques

• LA NOURRITURE

Au moins 815 millions de personnes souffrent actuellement de malnutrition chronique dans le monde, dont 95 pour cent vivent dans les pays en développement. L'accès inéquitable à la nourriture est un facteur essentiel qui favorise la famine mondiale, mais le réchauffement de la planète nuit également à la sécurité alimentaire. Les affamés d'Afrique sont particulièrement menacés par les catastrophes météorologiques.

Les populations et l'économie de cette région sont extrêmement vulnérables aux inondations et à la sécheresse. Depuis 1900, les chiffres indiquent que les pluies annuelles d'Afrique ont diminué depuis 1968 « probablement à la suite d'un réchauffement de la planète dû aux émissions humaines » déclare le Programme des Nations-Unies pour l'environnement. Selon l'Institut international de recherches sur le riz, basé aux Philippines, à chaque augmentation d'un degré des températures nocturnes correspond une baisse de 10 pour cent de la production de riz.

L'agriculture en Afrique subsaharienne – dont 90 pour cent est alimentée par les eaux pluviales – représente 70 pour cent de l'emploi dans la région et 35 pour cent du PNB. Bien que de nombreux fermiers aient réussi à s'adapter aux changements climatiques lents dans la région, le niveau d'imprévisibilité provoqué par le réchauffement de la planète peut ruiner leur capacité de résistance. Les rendements des récoltes en Afrique subsaharienne devraient

chuter de 20 pour cent dans les conditions de réchauffement planétaire. Les zones tropicales et subtropicales seront les plus touchées – précisément les pays qui souffrent déjà d'insécurité alimentaire.

- **L'EAU**

Le monde est déjà confronté à une pénurie d'eau sérieuse, qui est encore bien plus aggravée par le réchauffement de la planète. 1,2 milliards de personnes manquent déjà d'eau salubre et 2,4 milliards n'ont pas accès à un assainissement de base. Au cours des 100 années entre 1900 et 2000, la consommation mondiale a été multipliée par six, soit deux fois le taux de croissance de la population. Le Stockholm Environment Institute estime qu'en 2025, la proportion de la population mondiale vivant dans des pays, où la pénurie d'eau est critique, passera d'environ 34 pour cent (1995) à 63 pour cent – soit quelque six milliards de personnes, le même nombre de personnes vivant actuellement sur terre. Ce chiffre repose seulement sur des prévisions modérées du changement climatique.

Le réchauffement planétaire exacerbe la pénurie d'eau en changeant les modèles de précipitations, les cours des rivières, les niveaux des lacs et le remplissage de la nappe phréatique. À certains endroits, les sources d'alimentation en eau se réduisent, d'autres zones sont touchées par les inondations. Globalement, les bassins fluviaux et les zones humides - où vit la majorité des populations mondiales – subissent des dégâts et sont moins capables de fournir les conditions et les processus permettant de livrer une eau adéquate, dont la qualité et la quantité assurent un développement durable et maintiennent les écosystèmes vitaux. Les bancs de pêche diminuent et se dégradent.

On a estimé qu'une augmentation de 2 à 3,5 degrés de la température en Inde pourrait provoquer un déclin des revenus agricoles de 9 à 25 pour cent. La sécheresse et les inondations favorisent à leur manière la propagation des maladies diarrhéiques hydriques, ainsi que les maladies de type malaria et dengue.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PÉNURIE D'EAU EN ASIE CENTRALE

Le réchauffement de la planète pourrait faire basculer les anciens Etats soviétiques d'Asie centrale dans le conflit concernant l'accès à l'eau. En attendant, pour les gens ordinaires, les nombreuses difficultés sont déjà en train de s'aggraver.

Au cours de l'été 2004, des inondations et des glissements de terrain graves ont touché le Tadjikistan. La moitié de la capitale, Douchanbe, s'est retrouvée sans eau salubre et la seule route qui relie Douchanbe à Khujand, la seconde ville, était coupée sur 25 kms, un grand nombre de ponts ont aussi été emportés. Les dégâts économiques étaient sévères. Oxfam a commencé à travailler au Tadjikistan, la plus pauvre des cinq nouvelles nations, en 2000/2001, pour répondre à la pire sécheresse depuis 74 ans. Dans la zone la plus touchée, 200 pompes manuelles ont été installées pour soulager les pénuries d'eau de quelque 9 000 personnes. Mais les raisons derrière la sécheresse s'expliquent par une augmentation générale des températures

moyennes annuelles de 0,7 à 1,2 degrés C. En partie à cause de cette aridité croissante, Oxfam étend son programme de développement, en introduisant les fermiers à de nouvelles plantes résistantes à la sécheresse et moins exigeantes en eau. Pourtant paradoxalement, comme le Tadjikistan est formé d'un paysage montagneux complexe, les inondations et les glissements de terrain sont également devenus plus fréquents et plus sévères dans d'autres zones. En 1998, l'une de ces inondations a emporté une station de pompage sur la rivière (rouge) Qizil Soo, en privant d'eau propre quelque 7 000 personnes vivant dans six villages. Les techniciens d'Oxfam aident les populations locales à rénover la station de pompage et renforcent les berges en prévention d'une autre inondation.

Le réchauffement de la planète n'est en aucun cas la cause principale des problèmes d'eau dans la région, qui sont provoqués autrement par les humains. En théorie, il devrait y avoir suffisamment d'eau pour tout le monde. Les pays d'Asie centrale sont « enfermés dans » une spirale insoutenable d'expansion des plantations de coton, qui demandent beaucoup d'eau. Ils ont également hérité des systèmes d'irrigation largement inefficaces et gaspilleurs. Maintenant que les subventions soviétiques ont disparu, il n'y a plus d'argent pour maintenir une infrastructure qui était déjà dilapidée. La déforestation vient s'ajouter aux problèmes d'inondation et le Tadjikistan a subi une guerre civile, qui a aggravé la destruction de l'infrastructure. Maintenant, presque un quart de la population utilise des canaux d'irrigation – contaminés par les produits chimiques agricoles – comme principale source d'eau potable. En attendant, loin en aval, la mer d'Aral continue à rétrécir, en révélant les poussières de fertilisants et de pesticides provenant des champs de coton soviétiques et en créant des terres incultes toxiques pour les personnes vivant sur les rives.

Le réchauffement de la planète pourrait précipiter une crise, en faisant basculer les gens, comme il menace de le faire à d'autres endroits du monde. En particulier, la fonte des glaciers provoque une inquiétude grave. Le Tadjikistan fournit 55 pour cent de la quantité d'eau totale dans le bassin de la mer d'Aral, qu'il partage avec quatre autres pays. Une grande partie de cette eau provient des glaciers. Le Kirghizistan voisin apporte encore 25 pour cent. Cependant, les glaciers du pays ont diminué de 35 pour cent au cours des 50 dernières années. Au Kazakhstan voisin, la capitale Almaty utilise l'eau provenant des glaciers montagneux de Tien Shan qui diminuent rapidement.

Dans les vallées montagneuses, la fonte augmente le risque d'inondations et de glissements de terrain quand les lacs glaciaux éclatent. En aval, la compétition pour obtenir de l'eau risque de s'accroître. De nombreux experts ont indiqué la déconfiture des systèmes régionaux de partage des eaux qui étaient étroitement liés par le modèle et la gestion soviétiques. Désormais, ils doivent être gérés par cinq nouveaux pays peu enthousiastes, dans le plus grand dénuement (l'Afghanistan compris), qui sont relativement peu enclins à coopérer, chacun voulant plus d'eau pour son développement national.

Oxfam encourage la société civile locale à entamer le débat sur la manière dont le Tadjikistan peut gérer ses ressources en eau équitablement et efficacement tout en réduisant sa dépendance liée au coton, pour que les gens ordinaires obtiennent l'eau salubre à laquelle ils ont droit et pour que le pays se développe d'une manière équitable et durable. Ce faisant, le dialogue devra inclure les

voisins du Tadjikistan pour que l'eau devienne une source de paix et non de conflit.

(Source : Oxfam)

CATASTROPHES

Le nombre de personnes affectées par les catastrophes, dont la définition se rapporte aux blessés physiques ou aux sans-abri, s'est énormément accru. Selon le Rapport sur les catastrophes dans le monde, publié par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ce nombre est passé de 740 millions dans les années 70 à plus de 2 milliards au cours de la dernière décennie. Ce chiffre comporte une sorte de double comptage des catastrophes car certaines populations sont touchées très fréquemment. Cela montre simplement à quel point les gens et les communautés ont de plus en plus de difficulté à se remettre. Les pertes économiques enregistrées ont été multipliées par cinq en passant de 131 milliards \$ dans les années 70 à 629 milliards \$ dans les années 90. Le nombre de catastrophes enregistrées a triplé en passant de 1 110 à 2 742 durant la même période.

Les pluies moyennes mondiales devraient augmenter durant le 21^{ème} siècle et les niveaux maritimes devraient monter d'un mètre. Par conséquent, l'IPCC prévoit une 'augmentation généralisée du risque d'inondations pour de nombreux établissements humains'. En effet, d'après l'IPCC, les inondations et les glissements de terrain posent 'le danger direct le plus important pour les établissements humains en raison du changement climatique'. On estime qu'en 2025, *plus de la moitié* de toutes les personnes vivant dans les pays en développement sera extrêmement vulnérable aux inondations et tempêtes.

Cependant, l'IPCC prévoit également une augmentation des sécheresses au 21^{ème} siècle, en raison du réchauffement planétaire. La plupart des terres continentales de moyenne latitude seront touchées par des sécheresses se manifestant sous la forme de phénomènes El Nino. Il prévoit également que le changement climatique entraînera une 'diminution de l'eau disponible pour les populations vivant dans de nombreuses régions où l'eau est rare, particulièrement dans les zones sub-tropicales'. Non seulement l'eau va se raréfier, mais la qualité de l'eau disponible va se détériorer.

Les arguments en faveur d'un « Fonds de secours lié aux effets climatiques »

Lors des négociations internationales sur le changement climatique, les principaux pays industrialisés du Nord ont affirmé principalement que tous les pays devraient avoir la responsabilité de réduire les polluants à effet de serre, tout en reconnaissant que ces efforts d'atténuation doivent tenir compte des circonstances différentes, dans lesquelles se trouvent les pays, comme c'est indiqué religieusement dans le fameux « principe des responsabilités collectives différenciées » de la Convention-cadre des Nations-Unies sur le changement climatique.

Par contraste, les pays en développement sont généralement plus concernés par l'écart qui existe entre les pays riches et les pays pauvres concernant la

responsabilité habituelle des changements climatiques et par les effets injustes de l'évolution climatique, qui s'abattent plus lourdement sur les pauvres.

Pour combler cet écart, Benito Muller du Oxford Institute for Energy Studies propose un Fonds de secours multilatéral lié aux effets climatiques (CIRF). Le nombre de fonds actuels est insuffisant pour aider les pays pauvres à se sortir des crises. Par ailleurs, quand des catastrophes climatiques se manifestent, les quelques fonds disponibles sont souvent distribués inéquitablement et arrivent trop tard sur la scène. Le CIRF recueillerait les contributions des gouvernements et des donateurs divers avant et non après les catastrophes.

Bien que de nombreuses questions et de nombreux détails pratiques opérationnels aient besoin d'être réglés concernant cette proposition particulière, il est clair que le fardeau des catastrophes climatiques s'alourdit et que les interventions de la communauté internationale doivent être plus efficaces et plus équitables. Le CIRF proposé mérite considération grâce aux points suivant :

- Il serait un objectif à court terme concret et réalisable
- Il apporterait des avantages immédiats et réduirait la souffrance de nombreuses personnes directement touchées par les changements climatiques, en apportant une aide de secours plus ponctuelle et efficace
- Il pourrait étoffer et / ou compléter les efforts de distribution des fonds destinés à l'adaptation au réchauffement de la planète, à la prévention et à la préparation aux catastrophes
- Il repose sur les connaissances spécialisées et l'expertise actuelles des organismes humanitaires et de secours
- Il contribue à promouvoir la justice et l'équité climatique mondiale en reconnaissant implicitement que les effets climatiques pèsent d'une manière disproportionnée sur les pays moins développés.

Vivre avec le changement climatique en Afrique du Sud et au Mozambique

Les données climatiques de l'Afrique pour les 30 - 40 dernières années montrent que le réchauffement planétaire est fermement installé. Si les tendances actuelles continuent, les modèles climatiques prévoient qu'en 2050, l'Afrique subsaharienne se sera réchauffée de 0,5 à 2 degrés C. Elle sera également plus sèche avec une baisse de 10 % des pluies à l'intérieur et une perte d'eau exacerbée par des taux d'évaporation plus élevés. Les phénomènes climatiques extrêmes seront plus nombreux, comme la sécheresse et les inondations. Les modèles saisonniers changeront.

L'important, c'est que ces changements se produisent en ce moment et des personnes doivent déjà en assumer les conséquences sur l'ensemble du Sahel, la Corne d'Afrique et l'Afrique du Sud. La sécurité alimentaire sera éventuellement de plus en plus difficile à réaliser et les crises humanitaires risquent de s'exacerber.

Avec le soutien d'Oxfam et de Save the Children, les chercheurs ADAPTIVE de l'Université de Sheffield, financés par le Tyndall Centre for Climate Change, coordonnent un programme de recherche majeur permettant de découvrir les

stratégies utilisées par les gens pour s'adapter à l'évolution de leur environnement. Ils étudient en profondeur la vie de trois districts en République d'Afrique du Sud et d'un district au Mozambique voisin.

À la suite de l'analyse statistique des tendances climatiques, effectuée par le Climate System Analysis Group à l'université de Cape Town, la première phase de recherche consiste à travailler dans les zones qui ont déjà subi des changements climatiques importants au cours des 30 dernières années, période correspondant à la vie de nombreuses personnes. A Lehurutshe, les gens constatent une augmentation régulière des sécheresses périodiques, alors qu'à Dzanani, les fermiers subissent une importante tendance d'assèchement généralisé, avec une sécheresse omniprésente. A Uthukela, les foyers ruraux ont remarqué des précipitations et des saisons plus intenses et plus variables. À Manjacaze, au Mozambique, les caractéristiques météorologiques extrêmes, constituées par les inondations et les sécheresses, ont un impact sévère sur la vie des gens. La recherche est désormais dans sa seconde phase et sera terminée l'année prochaine.

Le professeur David Thomas explique : « Nous constatons que les réactions des gens sont complexes et dynamiques – ils ne sont pas démunis face à ces changements majeurs. Il semble que les communautés les plus capables de s'adapter sont celles, qui sont les plus coopératives et qui ont les institutions sociales les plus solides. Elles sont capables d'innover et de faire des expériences face au changement, tout en tirant parti des connaissances et des réseaux traditionnels ». Dr Chasca Twyman ajoute « mais d'autres communautés s'en tirent beaucoup moins bien, et même avec celles qui réussissent le mieux, nous ne savons pas si elles continueront à pouvoir résister à des difficultés aussi sérieuses ».

La recherche vise à aider localement et au plan régional, les gouvernements, les décideurs et les organisations non-gouvernementales, comme Oxfam et Save the Children, à comprendre comment les communautés s'adaptent, et quels types d'assistance seront les plus efficaces pour affronter les changements climatiques actuels et prévus.

(Source : Oxfam)

Fin

Le groupe de travail sur les changements climatiques et le développement est composé de :

ActionAid
Christian Aid
Columban Faith and Justice
Friends of the Earth
Greenpeace
IDS (Institute of Development Studies)
IIED (International Institute for Environment and Development)
ITDG (Intermediate Technology Development Group)
nef (the new economics foundation)
Oxfam GB

Operation Noah
People and Planet
RSPB
Tearfund
TERI Europe
WaterAid
World Vision
WWF

Notes de fin

- ‘À l’épreuve du climat’ ne veut pas dire que les communautés peuvent être complètement immunisées contre les effets du changement climatique et de la variabilité, le terme se rapporte plutôt à la nécessité d’une endurance accrue et d’une vulnérabilité réduite placées au centre des travaux de développement
- Le principe de précaution suggère que lorsqu’une activité menace de nuire à la santé humaine de l’environnement, des mesures de précaution doivent être prises même si certaines relations de cause à effet ne sont pas complètement établies scientifiquement.
- Par « adaptation », le projet entend l’ajustement continu d’un système aux effets modérés et l’utilisation de nouvelles possibilités pour faire face aux conséquences. La capacité adaptative est l’aptitude d’une société, d’un foyer ou d’un individu à profiter des nouvelles opportunités, en réduisant ainsi leur vulnérabilité aux effets nocifs des perturbations et du changement. Voir : <http://www.shef.ac.uk/adaptive>